

Bah N'Daw en France : Retour sur un voyage aux contours flous

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 02 FEVRIER 2021

782

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Nord du Mali

Arrêter les velléités expansionnistes de la CMA



Forum sur les priorités opérationnelles de la transition au Mali : Le président Abdoullah Coulibaly reçu à Koulouba

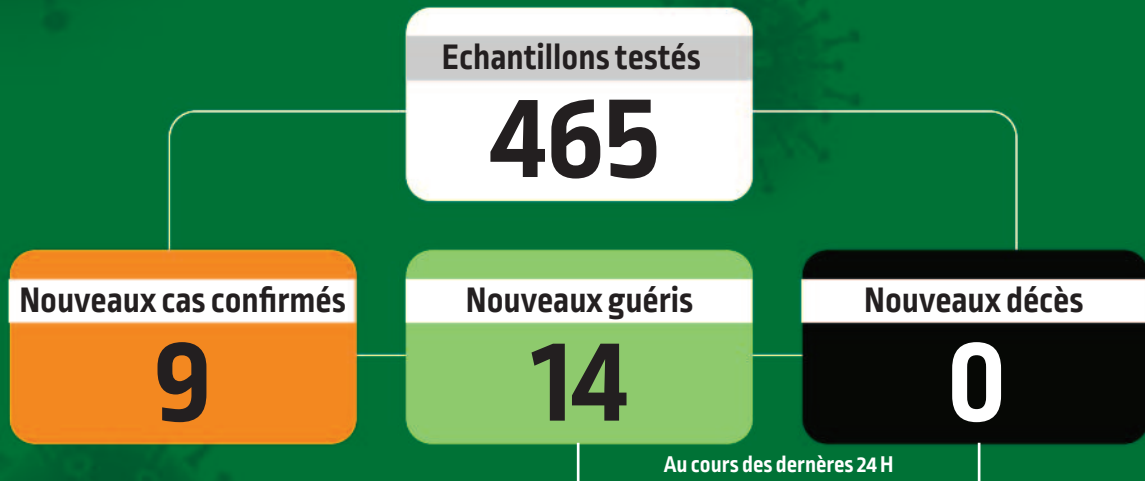


CMAS : Issa Kaou N'DJIM suspendu de toutes ses fonctions

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au lundi 01 février 2021



Bilan global de la situation du Covid 19



RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand
la distance de sécurité
ne peut être respecter



Se laver les mains
régulièrement



Tousser ou éternuer
dans le coude



Respecter la distance
de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique
pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer
les mains



Eviter de se toucher le visage :
la bouche, les yeux ou le nez

Une	Nord du Mali : Arrêter les velléités expansionnistes de la CMA	P.5
Brèves	MONDORO : Assimi Goïta et sa délégation à la rencontre des populations	P.11
	Accueil des migrants de retour : 138 migrants rentrés ce samedi	P.11
	MYLMO : Nouveau single	P.11
	FAMA : Plus de 1200 sous-officiers prêts à servir	P.12
	TOMBOLA NISONDIA 2020 DE MOOV AFRICA : Mme Traoré Kadiata Boly remporte les 3 millions	P.12
Actualité	Mali-Algérie : La coopération bilatérale est au beau fixe !	P.13
	6eme Edition de la nuit de l'entrepreneuriat : Une opportunité pour les entrepreneurs !	P.14
	Assainissement : Un contrat de gestion des déchets signé entre MACROWASTE et la Mairie de Pointe Noire	P.15
	Police Nationale : 1736 Élèves-policiers du Contingent Spécial 2019-2020 prêts à servir !	P.16
Politique	Issa Kaou Djim s'affiche publiquement avec la fille de l'imam DICKO : Crime de lèse-majesté ou vengeance ?	P.17
	Séance plénière de l'organe législatif au CICB : Le CNT approuve un accord de financement de 18,1 milliards FCFA dans le domaine de l'énergie	P.18
	Forum sur les priorités opérationnelles de la transition au Mali : Le président Abdallah Coulibaly reçu à Koulouba	P.19
	CMAS : Issa Kaou N'DJIM suspendu de toutes ses fonctions	P.21
	Bah N'Daw en France : Retour sur un voyage aux contours flous	P.23
Culture & société	Culture : Le FESPACO reporté sine die pour raison de COVID-19	P.25
International	« Gouverner autrement » en Guinée : Cette volonté d'Alpha Condé diversement appréciée par les internautes	P.26
	Birmanie : L'armée prend le pouvoir, Aung San Suu Kyi arrêtée	P.27
Sport	CHAN 2020 : Le Mali sort le Congo-Brazzaville aux tirs au but et retrouve les demies	P.29

P.11



P.16



P.23



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Nord du Mali : Arrêter les velléités expansionnistes de la CMA

Profitant de la naïve disponibilité affichée des autorités de la Transition d'appliquer intégralement les termes de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, la Coordination des Mouvements de l'Azawad s'organise pour étendre son pouvoir sur l'ensemble des territoires du Nord du Mali. C'est ce qui ressort des conclusions de sa session ordinaire tenue les 25, 26, 27 et 28 janvier 2021 à Kidal. En effet, un Communiqué du Comité directeur de la CMA a été publié le 29 janvier 2021, qui consacre la création d'une zone de défense dans le Gourma « dans le but de mieux contribuer à la sécurité des personnes et de leurs biens ». Le communiqué a beau ajouter « en partenariat avec les forces nationales et internationales », le fait est que la CMA en décidant de s'installer dans une zone tenue par les Forces armées maliennes (FAMA) montre son intention de contrôler militairement le Gourma et tout le Nord du Mali. La CMA n'a jamais abandonné son projet de création de la république de l'Azawad comme le lui permet l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale. Du reste la volonté af-

fichée par les autorités de la Transition d'appliquer intégralement les termes dudit accord donne raison à la CMA de persévérer dans son projet de partition du Mali. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'en-tête du communiqué ci-dessus cité pour voir que la république de l'Azawad se manifeste dans la carte du Mali débarrassée des régions du pays situées au sud de Tombouctou et de Gao. Cette pseudo carte est présente même sur les correspondances adressées aux autorités maliennes sans qu'aucune voix ne s'élève pour la condamner.

A l'issue de la session de cinq jours de la CMA, le nouveau coordinateur, en la personne de Sidi Brahim OULD SIDATT, a présenté une feuille de route qui se décline en deux volets : un volet politique et un volet militaire. Au plan politique, deux points attirent l'attention ; il s'agit de la « Redynamisation, voire la re-composition des bureaux régionaux de la CMA dans les Régions de Gao, Tombouctou, Ménaka et Taoudénit » et la « Levée d'une mission de sensibilisation pour booster les structures de la CMA à Ménaka et dans le Gourma ». Ces

deux points de l'axe politique de la feuille de route indiquent clairement que la CMA entend contrôler politiquement tout le Nord du Mali, de Gao à Taoudéni, c'est-à-dire des parties du territoire malien dont elle revendique l'indépendance totale. Cette volonté transparaît dans l'inclusion de Ménaka et Taoudéni qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la CMA.

Au plan militaire, la feuille de route préconise la « Création de 2 zones militaires dans la Région de Gao (le Haoussa et le Gourma) avec une coordination unique » et le « Renforcement des mesures dédiées à la lutte contre l'insécurité dans les Régions de Tombouctou et de Ménaka ». On le voit, la CMA, sans l'affirmer explicitement, se donne les prérogatives d'un véritable État au double plan politique et militaire. Elle affiche sa volonté d'être considérée comme le véritable gestionnaire des régions du Nord du Mali et le fait savoir aux autorités du pays et à la communauté internationale. Il ne peut en être autrement car l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale lui en donne les prérogatives. En



abandonnant les régions du Nord du Mali au plan administratif et militaire, les autorités maliennes ont laissé le champ libre à la CMA qui ne cesse de s'armer avec du matériel militaire des plus modernes comme pour prévenir un éventuel conflit armé.

Les autorités de la Transitions ont, au lendemain du coup de force du 18 août 2020, déclaré leur volonté de respecter tous les engagements nationaux et internationaux du Mali, y compris l'Accord pour la Paix et la Ré-

conciliation nationale, oubliant que celui-ci est inapplicable en l'État. L'absence de réserve des militaires et des autorités de la Transition conforte les sécessionnistes de Kidal qui soulignent que « La rencontre salue une fois de plus les efforts inlassables de la Communauté Internationale en faveur d'une mise en œuvre intégrale de l'Accord de paix et de réconciliation nationale issu du processus d'Alger et l'exhorte à s'impliquer encore plus et davantage pour asseoir une fin durable ». La CMA

insiste bien sur la « mise en œuvre intégrale de l'Accord de paix et de réconciliation nationale » dont Choguel Kokalla Maïga n'a jamais cessé de dénoncer le caractère inique et profondément sécessionniste. IBK qui a été l'artisan de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale avait fini par en dénoncer certaines faiblesses et demander sa relecture. L'ancien Président s'était rendu compte de sa bétise en signant l'Accord.

C'est pourquoi les autorités de la Transition ne devraient pas oublier la détermination des Maliens de préserver le caractère indivisible du Mali. Si leurs déclarations de vouloir respecter l'Accord pour la Paix et la Réconciliation nationale était un acte de portée diplomatique, le respect de la volonté du Peuple malien est un acte patriotique. Car jamais les Maliens n'accepteront que des aventuriers viennent mettre en péril l'existence d'une Nation que des siècles de travail et de sacrifices de ses enfants, tous ses enfants blancs et noirs, ont permis la mise en place. En tant que militaires, donc garants de l'intégrité du territoire national, Assimi Goïta et ses camarades ont le devoir sacré de préserver le Mali de leurs aïeux. Aucune menace, aucun chantage, aucune ambition personnelle ne devrait les dérouter dans la reconstruction d'un Mali Un et Indivisible. Le serment de donner leur vie pour construire le Mali doit être au-dessus de toute autre considération. Le Peuple tout entier les regarde et les jugera à l'œuvre.

■ Diala Thiény Konaté



Primature du Mali



Le Premier ministre a rencontré ce matin à la Primature une délégation d'élus français en visite d'échange et d'écoute au Mali.

Il était accompagné des ministres de La Défense et des Anciens Combattants, de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de l'Economie et des Finances, de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions et du Secrétaire Général de la présidence.

M. Moctar OUANE qui situe cette visite dans le prolongement de celle effectuée par le Président de la Transition SEM Bah N'DAW à Paris, se félicite de l'initiative des visiteurs.

Occasion pour le Chef du gouvernement de partager des éclairages sur les priorités du Mali qui ont pour noms :

- Sécurité
- Relance économique
- Refondation de l'Etat.
- Échéances électorales.

Afin de faire face à ces défis le Premier ministre a souligné la nécessité de renforcer la coopération militaire, la coopération décentralisée de façon inclusive avec la diaspora.

M Moctar OUANE précise : «Un partenariat voulu, assumé et équilibré».



Média A



La récompense du mérite : Une tradition à valoriser

Suite à l'attaque Barbare des terroristes contre les camps de Boulkessi et de Mondoro le 24 janvier 2021, le Vice-Président de la Transition, le colonel Assimi GOITA s'est rendu sur le terrain le dimanche 31 janvier pour booster le moral des hommes en leur remettant des décorations. Il était accompagné par le Chef d'état-major Général des Armées, les chefs d'état-majors de l'Armée de Terre et de la Garde nationale, des Commandants du théâtre Centre et du secteur 4 de l'opération Maliko.

Le ton vient d'être donné par le Colonel Assimi Goita qui vient de se rendre ce week-end auprès des détachements militaires de Mondoro et de Boulkessi pour décorer en personne, au nom du Président de

la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, les éléments qui y ont opposé une résistance héroïque à deux attaques simultanées dans la nuit du 23 au 24 janvier dernier en infligeant d'énormes pertes aux ennemis. Plus d'une cinquantaine de motos, des armes et munitions saisies sans compter la quarantaine de terroristes neutralisés. Un exploit qui ne pouvait nullement passer sous silence. D'où le message de reconnaissance de la Nation toute entière, porté par le Vice-Président de la Transition. Une belle manière de magnifier l'engagement des hommes devant leur hiérarchie.

"Bravo ! Merci pour votre esprit de patriotisme. Ne baissez surtout pas les bras", a laissé entendre le Colonel Goita, ajoutant que c'est tout le Mali qui est fier de la montée en puissance de l'Armée.



Le Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, Madame Kadiatou KONARÉ, participe au vol inaugural de Sky-Mali sur Tombouctou, ce lundi 1er février 2021 à l'invitation de son collègue des transports et des infrastructures.

Pendant son séjour elle visitera des biens du patrimoine culturel, notamment les mausolées reconstruits grâce à une grande mobilisation des partenaires techniques et financiers dont l'UNESCO.



LE VICE - PRÉSIDENT DE LA TRANSITION COLONEL ASSIMI GOITA SUR LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS À BOULKESSI ET MONDORO POUR RECOMPENSER LE MÉRITE ET REMONTER LE MORAL DES TROUPES .

Le vice - président de la Transition le Colonel Assimi GOITA a effectué dans le week-end du 30 Janvier 2021 , une visite de terrain à Boulkessi et Mondoro dans le secteur 4 de l'opération MALIKO en 6ème Région Militaire dans la Région de Douentza.

Par cette descente sur le terrain, il s'agissait pour aller au contact des hommes pour les féliciter, les enrourager et leur décerner des médailles suite à leur bravoure et leur résistance héroïque lors de la double attaque des camps de Boulkessi et Mondoro dans la nuit du 23 au 24 Janvier 2021 .

Aussi, le Colonel Assimi GOITA a eu ce Lundi matin 1er février 2021 une séance de travail avec les autorités régionales et le commandement militaire sur le projet de stratégies de la sécurisation des élections générales de 2021 avant de rendre une visite de courtoisie aux notabilités de la ville de Mopti .
CCOM/ GOUVERNORAT - MOPTI



J'aime mon pays le MALI

Les aigles sont bien arrivés hier à Douala pour la Demi finale contre la Guinée prévu ce mercredi à partir de 16 h 00 .
Bonne chance aux aigles



Modibo Simbo Keita

Il faut peut-être lui enlever aussi le Prix Nobel de la Paix...



Apiè Sangala

Urd : Après la disparition de Soumaila Cissé va t-on vers la désignation du fils pour succéder au père ?



Bouba Fané

#Mali

Application de l'accord d'Alger : la forte mobilisation des Maliens contre la transition;

Si le président de la transition ne songe pas à convoquer une grande réunion pour une révision de l'accord d'Alger appelé accord de paix, il perdra sa crédibilité.

Abdoul Niang Ibrahima KEBÉ



Mamadou Oumar Sidibé

Hier, j'ai rendu une visite à la Section de la Commune IV du District de Bamako, accompagné de l'ensemble des membres du Bureau Exécutif National du PRVM-FASOKO. Un remerciement au Secrétaire Général de la Section 4, Oumar Bassy Sanogo et aux Mouvements Intégrés Jeunes et Femmes pour leur investissement sans faille de la vulgarisation des idéaux du Parti. #Dambé #Danaya #Ladiriya #MOS



RFI Afrique

Le professeur Modeste Bahati Lukwebo, ancien ministre de Joseph Kabila, avec son regroupement l'AFDC-A, a été parmi les premiers à rallier le président Tshisekedi. Il fait aujourd'hui partie des personnalités que l'on dit susceptibles d'occuper le poste de Premier ministre. Il est notre invité.



Ibou SY

Péage de Koulikoro : Un petit peu de repit, au moins la moitié de la route est libre. L'autre moitié reste toujours bloquée par les camions bennes.



Route de Koulikoro : suite à l'arrestation d'un manifestant la route a été rebloquée.

#ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CNECSUP

Le Collectif National des Enseignants-chercheurs du Supérieur (CNECSUP) informe l'ensemble des enseignants-chercheurs du Mali de la tenue d'une ASSEMBLÉE GÉNÉRALE le samedi 06 février 2021 à 10 heures à la Faculté de Droit Public (FDPU, Ex ENA CENTRALE) sise à Darsalam.

Compte tenu de l'importance de cette ASSEMBLÉE GÉNÉRALE et des décisions importantes à prendre, la présence de tous les enseignants-chercheurs est très vivement attendue.

Le directoire du CNECSUP



Ammy Baba Cisse

Voici le conducteur arrêté puis relâché sous prétexte qu'il incite ses amis à la révolte. La route de Koulikoro reste paralysée pour l'heure



Un chauffeur de benne arrêté a été relâché suite à la pression des autres amis conducteurs.

Selon les textes en vigueur, les bennes payent plus de 500.000 par an. Mais avec tout cela, les tracasseries.

L'éclairé et le très respecté, l'imam Mahamoud Dicko, ne cautionne pas les envolées en l'emporte-pièce de Kaou Djim.

Pendant que l'Etat a démoli ses maisons, Mohamed Cherif Haidara aussi a démoli Issa Kaou Djim sur un plateau de TV.

Figaro du Mali

Entre Tieguena et Baguineda, une femme, avec son enfant au dos, heurte une 4x4 et se fracture une jambe. Le bébé sérieusement touché à également bénéficié d'un bandage à la tête ensanglantée. Les sapeurs pompiers ont été réactifs et ont transporté la mère et le bébé aux urgences. Le conducteur du véhicule, quant à lui, attend le constat de la gendarmerie de Baguineda dont une équipe est déjà sur les lieux.



"Nous mettons en garde le ministre de l'administration territoriale qui semble être entouré par des vautours." Nouhoum Sarr

"Nous n'accepterons jamais que l'accord issu du processus d'Alger soit appliqué dans notre pays en l'État." Nouhoum Sarr

Il paraît que le Real Madrid a été battu au moment où Maiga Madou savourait la victoire du Mali.

Ouvrons grandement les yeux, sans terroriser ceux qui pensent qu'ils peuvent terroriser. Que Dieu sauve le Mali !

La justice va faire honneur aux maliens. Elle ne sera l'instrument de personne. Quand vous accusez, il faut prouver, même un État.

L'affaire de la déstabilisation est une grossesse déjà avortée. Tentez une autre carte.

Kaou Djim dit que la transition n'a pas beaucoup d'amis. Et pourtant, les maliens disent soutenir cette transition

"Le Mali est le seul pays où l'aéroport est sécurisé à 82%." Issa Kaou Djim

Si l'aéroport était menacé de retrait de sa licence, pourquoi arrêter la démolition ? L'un et l'autre acte sont incompatibles.

Issa Kaou Djim affirme que les opérations de démolition de la zone aéroportuaire sont arrêtées depuis les premières casses.

Il y a une bonne partie de la zone aéroportuaire qui a été attribuée à des ressortissants de Kidal sous la coupole des groupes armés. C'est pas démoli.

"Il peut y avoir des insuffisances, des erreurs, mais notre objectif est de soutenir la réussite de la transition." Kaou Djim

"Si Assimi dit qu'il est candidat, je le soutiens. Même si la charte l'interdit, on peut modifier la loi." Kaou Djim

Koulouba Actu



Dans sa nouvelle chanson intitulée « Entre le Camp et la Mosquée », l'artiste rappeur Mama-dou Soumbounou alias Mylmo a jeté les pierres dans le jardin de l'imam Mahmoud Dicko, même s'il ne l'a pas cité nommément, et des militaires auteurs du putsch du 18 août dernier. Dans cette chanson très commentée sur les réseaux sociaux, l'artiste dépeint les rapports sombres entre l'imam de Badalabougou et les militaires au pouvoir. Il dit regretter que des personnes aient perdu la vie au nom d'un Mali nouveau qui n'est pas devenu une réalité. Nous vous proposons la traduction littérale de ladite chanson que nous avons faite. Nous précisons que c'est une traduction littérale partielle.

Ambassade des Etats-Unis au Mali



Le Gouvernement américain travaille activement pour réaliser un monde où les systèmes éducatifs des pays partenaires dont le Mali permettent à tous les individus d'acquérir l'éducation et les compétences nécessaires pour être des membres productifs de la société. C'est dans cette optique que USAID Mali

en collaboration avec le Centre Américain de Bamako a organisé une session de zoom sur la journée internationale de l'éducation. Une vingtaine de participants de différentes couches professionnelles (étudiants, représentants d'ONGs et des membres du Mali English Clubs Council) ont pris part à la session. Deux conférenciers de USAID Mali

ont eu l'occasion d'éclairer les participants sur la contribution de l'USAID dans la provision des services d'éducation au Mali. Cette visio-conférence a été une occasion pour nos participants d'être imprégnés de la stratégie du gouvernement des Etats Unis pour l'éducation de base (2019-2023) au Mali. Les deux objectifs principaux de cette stratégie sont d'améliorer les résultats des apprentissages et d'étendre l'accès à une éducation de qualité pour tous, en particulier les populations marginalisées et vulnérables (y compris les filles et les femmes).



MONDORO : Assimi Goïta et sa délégation à la rencontre des populations



Une délégation de haut niveau, composée par le vice-président de la transition, les chefs d'États de l'armée de l'air, de terre et de la garde nationale, s'est rendue, hier 31 Janvier 2021 à Mondoro. L'objectif était d'écouter la population face aux préoccupations majeures auxquelles elle est confrontée. Ainsi réuni sous le TOGOUNA les échanges ont été très fructueuses. Au menu, le renforcement du camp en matière d'homme et de matériels ; la libération de l'axe Mondoro-Djibo et Mondoro-Boni, la reprise des patrouilles régulières ; le ratissage de la zone, etc. ont fait l'objet de discussion. La délégation a vivement salué le sens du patriotisme de la population, qui n'a ménagé aucun effort pour soutenir les FAMas dans la lutte contre le terrorisme. Enfin de compte, la population a offert des présents à leurs hôtes. De même, la délégation a offert une enveloppe symbolique à la population au nom du président Bah N'Daou. Nous Félicitons ainsi les autorités de la transition pour cette initiative et les encourageons à continuer dans ce sens.

Forces Armées Maliennes

MYLMO : Nouveau single

Dans sa nouvelle chanson (Entre le camp et la mosquée) Mylmo s'attaque pour la 2ème fois à l'imam Mahmoud Dicko et les militaires, Lisez

Les salutations "SAFASI" sont pour les militaires qui passent la nuit à tirer, qui n'étaient pas là pour le pouvoir au départ, mais qui circulent dans des V8 maintenant. On ne sait même plus comment saluer dans ce pays, difficile de trouver la bonne formule entre garde-à-vous et Salam. La mosquée passe de lieu de prière au QG, et de QG au palais présidentiel maintenant. Président par accident, un Vice-président courtier, et la maison centrale des arrêts (MCA) de Bamako devenu une assemblée des opposants. Désormais le pouvoir s'obtient par les armes ; et à Badalabougou, on compte des billets d'argent par les chapelets. Désormais si tu dis quelque chose qui lui déplaît, tu seras privé de ta liberté. Des gens sont morts pour rien, alors maintenant je crois que les maliens ont tout compris. Faites attention à votre choix pour les élections présidentielles prochaines, évitez le candidat qu'il vous présentera. Allons seulement, les choses s'éclairciront au fur du temps.

Source : autre presse

Accueil des migrants de retour : 138 migrants rentrés ce samedi



Le Chef de Cabinet du Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, Monsieur Mohamed AG ALBACHAR, a accueilli aujourd'hui, samedi 31 janvier 2021, 138 compatriotes migrants de retour, en provenance d'Algérie. Il était en compagnie de l'ambassadeur de l'Union européenne Monsieur Ouvry BART, du représentant pays de l'OIM Monsieur Pascal Reyntjens ainsi que des agents des services de la santé et de la sécurité. Il est important de noter que le vol transportant nos compatriotes et qui a atterri à 11h à l'Aéroport International Modibo KEITA, a été affrété par l'OIM. La présence remarquable de l'Ambassadeur de l'Union Européenne s'explique par l'intérêt que l'union a pour ce dossier mais aussi pour apporter le soutien de l'espace européen. Sur les 138 personnes arrivées, il y a une femme enceinte. Tous ont été testés négatifs à la covid-19 avant le voyage. Ils ont ensuite été conduits à la cité d'accueil des migrants où ils sont actuellement pris en charge.

Avec Wassatv



FAMA : Plus de 1200 sous-officiers prêts à servir

Il s'agit de plus de 1200 sous-officiers stagiaires dont 162 éléments du personnel féminin à boucler une formation de Certificat Interarmes (CIA). Ces stagiaires sont venus de différents États-majors, Directions et Services pour se retrouver autour des modules directement liés aux missions stratégiques dans des actions de combat. Pendant un trimestre, ils ont suivi avec dextérité une instruction et un entraînement intenses, les préparant à être efficaces face aux défis du moment. Le major de la promotion est le stagiaire Abdou Mounafi M Maiga de la Gendarmerie.

Au cours de ce stage, les sous-officiers ont également été préparés aux techniques et tactiques du groupe de combat d'infanterie ainsi que les connaissances interarmes.

Le directeur du centre d'instruction de Markala, le commandant Moussa Dao a affirmé que les stagiaires des différentes armes ont pu saisir le sens du devoir qui sera bientôt le leur pour s'adapter aux dures conditions de vie, afin d'être efficaces dans l'action. Selon lui, si ces conditions sont des aléas que les autorités souhaitent améliorer, elles font en réalité la beauté du Centre d'instruction de Markala stimulant la transformation rapide du stagiaire à supporter les contraintes de l'environnement opérationnel.

Le commandant Moussa Dao a noté que ces sous-officiers dotés et outillés de connaissances de toutes armes viendront grossir la famille des certifiés Interarmés. Il a indiqué que le taux de réussite à l'examen de fin de formation est de 100%, tout en remerciant l'encadrement pour



la réussite de la formation.

Le directeur du centre d'instruction de Markala a souligné aux stagiaires que leurs connaissances techniques et tactiques leur permettront de tenir les postes respectifs. Aucune excuse ne vous sera accordée en cas de faillite dans vos tâches quotidiennes, a-t-il averti.

Le directeur des Ecoles militaires, le colonel-major Ousmane WELE a indiqué, pour sa part, que ce résultat satisfaisant du CIA 2019 témoigne la volonté des hautes autorités du pays d'améliorer les conditions de vie et de travail des FAMA. Il a également exhorté les stagiaires à faire bon usage des notions acquises, notamment l'instruction sur les Engins Explosifs Improvisés (EEI) et le combat tactique. La montée en puissance de toutes les armées dépend d'une formation continue, a affirmé le colonel-major Ousmane WELE.

Bréhima DIALLO Avec FAMA
Source : Journal L'Aube- Mali

TOMBOLA NISONDIA 2020 DE MOOV AFRICA : Mme Traoré Kadiata Boly remporte les 3 millions

Récompenser les clients pour leur fidélité, tel était l'objectif de cette tombola Nisondia. La cérémonie de remise a eu lieu, jeudi 28 janvier 2021, au siège de Moov Africa, en présence des heureux gagnants et des responsables de l'institution.

La période de jeu de cette tombola de fin d'année était du 14 au 20 décembre 2020. Aussi, il est important de préciser que la fin de la tombola a coïncidé avec le changement de l'identité visuelle de la société. Ce n'est plus Malitel mais plutôt Moov Africa. Toutes les filiales du groupe Maroc telecom sont désormais réunies au tour d'une identité commune. Le principe de cette tombola, était de faire des souscriptions au forfait Damou à partir de 490 FCFA, les forfaits internet et grati+ à partir de 500FCFA. Le dernier tirage a eu lieu, le lundi 25 janvier 2021, en présence de l'huissier Me Thiam du cabinet Me Berthé. Au finish 5 heureux gagnants se sont vus tirés à l'issue de ce tirage. Il s'agit de Daouda Coulibaly et Mamadou Camara qui ont tous les deux gagné 200 000FCFA chacun, Dramane Koné a eu 300 000FCFA, Badjè Coulibaly 500 000 FCFA. Le gros lot de cette tombola est revenu à Mme Traoré Kadiata Boly. Cette tombola a été initiée afin de récompenser la fidélité des clients par ricochet booster les souscriptions aux forfaits Damou et internet.



Mme Traoré Kadiata Boly visiblement très satisfaite, a saisi cette occasion pour remercier la société Moov Africa. « En toute honnêteté, je ne m'y attendais pas du tout. Pour la participation au jeu, chaque mois nous prenons jusqu'à 60 000FCFA de crédit et que nous consommons tout le mois. Egalement, je participe à tous les jeux pour espérer gagner. Franchement, quand le service de Moov Africa m'a appelé, je pensais directement que c'était une arnaque. La dame a pris du temps pour me convaincre. J'encourage tout le monde à jouer aux jeux de Moov Africa parce qu'on a la chance de gagner », a-t-elle déclaré.

A sa suite, tous les autres heureux gagnants ont remercié Moov Africa pour cette initiative salvatrice. Le point saillant de cette cérémonie a été la remise du chèque géant de 3 000 000 FCFA à Mme Traoré Kadiata Boly.

Ibrahim Sanogo

Mali-Algérie : La coopération bilatérale est au beau fixe !

L'ambassadeur d'Algérie au Mali, Son Excellence Boualem Chebihi, a rencontré, le samedi 30 janvier 2021, certains responsables de média à sa résidence autour d'un diner. Plusieurs sujets ont été abordés parmi lesquels la médiation de l'Algérie dans les crises cycliques du nord du Mali, la coopération bilatérale pour ne citer que ceux-ci.

Sur la médiation de l'Algérie dans les crises cycliques du nord du Mali, l'ambassadeur d'Algérie, Boualem Chebihi, dira que son pays mène les efforts de stabilisation des régions septentrionales du Mali secouées par des rébellions à différentes périodes de l'histoire du pays. Dans le prolongement de son expérience dans la gestion des crises antérieures (accords de paix de Tamanrasset de 1991, pacte national de 1992 et accord d'Alger de 2006), l'Algérie a mené une médiation internationale en vue d'aboutir, par le dialogue inclusif, à une solution globale et définitive à la rébellion qui a secoué ces régions depuis janvier 2012. Cette nouvelle médiation a été couronnée par la conclusion de « l'accord pour paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger » signé les 15 mai et 20 juin 2015 à Bamako. Un accord qui préserve l'essentiel pour le Mali et offre aux Maliens le cadre idoine pour restaurer la paix et la consolider dans le pays. C'est là une

étape, certes, importante du processus de paix au Mali, mais cette étape n'est pas suffisante à elle seule. Elle devra être consolidée, en toute bonne foi, par la mise en œuvre de l'accord. Et c'est ce qui est en cours avec l'appui des partenaires du Mali regroupés au sein du Comité de suivi de l'accord (CSA).

Un tel échange ne pouvait pas se faire sans aborder la coopération bilatérale entre les deux pays. Aux dires de l'ambassadeur d'Algérie, Boualem Chebihi, le dialogue entre l'Algérie et le Mali régulièrement entretenu à différents niveaux, a largement contribué à conférer à la relation bilatérale une dimension de portée particulière voire stratégique, en témoignent les nombreuses visites échangées au plus haut niveau ; les réunions assez régulières des mécanismes de coopération existants (commission mixte de coopération, comité bilatéral frontalier, comité bilatéral stratégique, mécanisme de consultation politique au niveau des SG des MAE) ; et le nombre

d'accords de coopération sectorielle signés. En outre, il renchérit en ces termes : « en des initiatives de solidarité (politiques et humanitaires), la coopération militaire et sécuritaire demeure la pierre angulaire de l'action sectorielle concrète entre les deux pays. L'Algérie est par ailleurs le premier pourvoyeur de bourses d'études au Mali avec un quota annuel de près de 400 bourses dans divers domaines. L'Algérie est également présente dans le secteur du transport aérien des passagers avec une desserte Alger-Bamako assurée par Air Algérie. Dans le domaine des finances, le Mali a bénéficié en 2010 de l'effacement de sa dette entre notre pays, d'un montant de 1,495 millions de dollars US. Un effort est en cours pour instaurer un partenariat élargi à d'autres créneaux mutuellement porteurs dans les domaines économique, commercial, scientifique et technique. La coopération dans ces secteurs demeure en effet modeste en dépit des potentialités avérées. Le voisinage et l'histoire font que, quelles que soient les circonstances, l'Algérie sera toujours aux côtés du Mali. »

Les visiteurs du jour étaient émerveillés par la simplicité et la courtoisie de son excellence Boualem Chebihi et ont réaffirmé leur engagement constant à l'Algérie.

■ Ibrahim Sanogo



6^{ème} Edition de la nuit de l'entrepreneuriat : Une opportunité pour les entrepreneurs !

Les rideaux sont tombés, samedi 30 janvier 2021, sur la 6^{ème} édition de la nuit de l'entrepreneuriat. Les travaux de cette édition étaient placés sous la présidence du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, Mohamed Salia Touré.

Durant trois jours, entrepreneurs et incubateurs ont pu peaufiner beaucoup de partenariats pour la création d'entreprises et d'emplois à travers plusieurs activités. Particularité de cette 6^{ème} édition, la série de panels, animée par des experts qui ont partagé leurs expériences, a été une aubaine d'inspirations pour

Pour le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, Mohamed Salia Touré, la nuit de l'entrepreneuriat est non seulement une vitrine de l'excellence et du mérite des entrepreneurs maliens, elle est aussi un véritable carrefour d'opportunités pour les investisseurs, les recruteurs et les jeunes attirés par les modèles des start-up et/ou de l'auto-entrepreneuriat sous d'autres formes. Aussi, dira-t-il, l'entrepreneuriat est essentiel pour le développement de notre pays. Il joue un rôle clé dans la création de richesse, la réduction de la pauvreté, et il est le meilleur levier de la croissance économique indispensable à la création d'emplois. D'où la détermination du jeune ministre à inciter la jeunesse à se tourner massivement vers l'entrepreneuriat privé. « **Notre rôle est la mise à disposition d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, justifiant ainsi notre vision de la formation professionnelle axée sur le développement du secteur privé, de l'économie régionale et locale. Ainsi, les activités mises en œuvre par mon département ont permis aujourd'hui la formation à l'entrepreneuriat, à la gestion d'entreprise, aux techniques d'élaboration de plans d'affaires pour des milliers de jeunes. L'entrepreneuriat est devenu une alternance crédible pour beaucoup de jeunes grâce à cet engagement constant du gouvernement et de ses partenaires.** » Mieux, le ministre Touré a égrené un chapelet de résultats tangibles à mettre au compte du Procej. Ce projet de promotion de "l'Emploi jeunes", mis en œuvre avec l'accompagnement financier de la Banque mondiale, a formé 10 785 jeunes. Le



FIER aussi, qui s'adresse essentiellement à la jeunesse du monde rural, financé par le FIDA et le gouvernement du Mali, a été décrit comme une réussite par le ministre qui met en avant les 10920 jeunes bénéficiaires. Autre programme, autre résultat probant selon M. S. Touré, c'est le programme ACFOR qui implique la construction et l'équipement de deux centres de formation professionnels dont un à Markala, et un à Sikasso, avec l'appui financier de l'AFD. La nuit de l'entrepreneuriat jeune est un lieu de rencontre des chefs d'entreprises, des grands décideurs et créateurs d'entreprises, cet événement est aussi le créneau propice aux bonnes nouvelles. Mohamed Salia Touré ne s'en est pas privé. « **Je voudrais saisir cette opportunité pour informer de la prochaine tenue des états généraux de la formation professionnelle pour lesquels le secteur privé de la formation professionnelle est fortement sollicité, et aussi le lancement du programme national de labélisation des entreprises créatrices d'emplois formels au Mali. Ce mérite doit être reconnu à juste titre par les encouragements de l'Etat du Mali. Oui ! Rapprocher l'Etat des entreprises méritantes doit être notre credo** », a-t-il précisé.

Mérite et résilience, il en a été beaucoup question dans l'intervention du ministre qui a noté l'allant et le courage des entrepreneurs face à la double pesanteur sécuritaire et sanitaire. En effet, les résultats de l'enquête préliminaire commanditée par le Conseil national du patronat du Mali, illustrent à quel point les en-

treprises maliennes sont touchées par la morosité. Sur environ 200 entreprises interrogées, l'étude révèle une perte de 4296 emplois sur 8 476 agents enregistrés. Les pertes de chiffres d'affaires subies par les entreprises sont évaluées pour l'instant à 21%. Les pertes de recettes fiscales et non-fiscales estimées par le PNUD correspondent à 2,7% du PIB.

L'organisateur de la nuit de l'entrepreneuriat, Bouba Traoré, a affirmé que l'organisation de cette 6^{ème} édition a été difficile à cause de la crise sociopolitique et de la pandémie à Coronavirus. « **J'ai eu beaucoup de problèmes avec les partenaires pour la tenue de cette édition.** » Mais, résolu et confiant dans les bienfaits de l'entrepreneuriat privé, M. Traoré tient à persévérer. « Force est de reconnaître que c'est à travers les start-up et les incubateurs que le pays se développe. Le gouvernement ne peut pas tout faire. Je pense qu'on a pu créer une synergie entre les jeunes sérieux et les incubateurs. Il faut le transfert de connaissances et de compétences. Le thème de cette année, c'est "La résilience des entrepreneurs face au Covid-19". **Nous savons tous que les entrepreneurs ont beaucoup de difficultés pour joindre les deux bouts cette année. Je fais allusion aux charges pour la survie des entreprises. Pire, les entrepreneurs n'ont malheureusement pas été suffisamment accompagnés pendant cette période** », a-t-il enfin déploré.

■ Ibrahim Sanogo

Assainissement : Un contrat de gestion des déchets signé entre MACROWASTE et la Mairie de Pointe Noire

Belle opération pour la société MACROWASTE. Ses cadres ont reçu, jeudi 28 janvier 2021, en visite de travail, une délégation de la Mairie et le Directeur de l'environnement de Pointe Noire (Congo Brazzaville). But de la rencontre : finaliser les termes du contrat que l'entreprise malienne de gestion des déchets et la municipalité congolaise avaient préétabli à Brazza.

Devant la presse, le conseiller du Maire de Pointe Noire, Mbongolo Didace, a souligné que son pays a jugé utile de faire le déplacement à Bamako afin d'être au cœur des méthodes d'assainissement mises en œuvre par MACROWASTE, et aussi, afin de promouvoir le partenariat qui est né entre sa ville et l'entreprise. « **Nous voulons nous imprégner de leur savoir dans le domaine de l'assainissement pour qu'on puisse travailler ensemble au Congo. La question verte est une question mondiale. Notre objectif est de finaliser la durée de notre partenariat. A cet effet, nous avons même décidé d'offrir des terrains à MACROWASTE chez nous à Pointe Noire** », a-

t-il expliqué.

Fin connaisseur des questions de salubrité urbaine, le Directeur en charge de l'environnement de la ville congolaise, Aimé Gérard Didier Loemba, lui, a mis en avant la qualité de l'offre proposée par MICROWASTE. « **Cette nouvelle collaboration avec la société va renforcer les capacités de la Mairie de Pointe Noire dans le domaine de l'assainissement car MICROWASTE a une expertise incontestable en la matière.** »

Pour sa part, le PDG de MACROWASTE, Lamine Dembélé, s'est réjoui de l'engouement affiché par ses partenaires et les a remerciés de leur choix porté sur sa société. Il a profité de l'occasion pour réaffirmer la politique ambitieuse

de son entreprise. « **Notre société veut aller plus loin et pousser vers toujours plus d'innovations.** »

Egalement présent, le directeur de la Voirie du District de Bamako, Modibo Zerbo, a salué l'initiative sud-sud, et a rappelé à quel point de tels partenariats sont nécessaires pour le succès de la stratégie de gestion des déchets d'une grande ville. M. Zerbo a notamment pris exemple sur la situation de la capitale malienne afin d'illustrer les défis relatifs à l'assainissement. « **En 2020, la production du district de Bamako était de 1 786,69 tonnes de déchets par jour. Ces ordures causent beaucoup de nuisances à la population. Instituer une gestion plus efficace des déchets, c'est amoindrir les nuisances pour les citoyens.** »

Avec un capital de près de 1 milliard de FCFA, MACROWASTE est une société de gestion des déchets basée à Bamako. Créée en 2017, elle fournit des services de collecte et d'élimination des déchets aux clients résidentiels et commerciaux, y compris les ambassades et les hôtels. En dehors de Bamako, l'entreprise est présente à Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti.

Avec sa nouvelle stratégie, la société est en train d'investir dans de nouveaux équipements pour étendre ses opérations et sa base de clients au niveau national et international.

■ Ibrahim Sanogo



Police Nationale : 1736 Élèves-policiers du Contingent Spécial 2019-2020 prêts à servir !

L'Ecole Nationale de la Police a abrité, le jeudi 28 janvier 2021, la cérémonie de fin de Formation en Aptitude Policière du contingent spécial 2019-2020 de la Police Nationale. C'était sous la présidence du Directeur de la Formation, le Contrôleur Général Mamy SYLLA, en présence du Directeur de l'Ecole Nationale de la Police (ENP), le Contrôleur Général Seydou DIARRA, du Directeur du Centre d'Instruction de la police, le Commandant Soumaïla GOITA, et de plusieurs autres personnalités de la police.

La Formation en Aptitude Policière a pour but de donner aux recrues les aptitudes physiques, intellectuelles et morales aussi bien que les connaissances techniques et tactiques de base pour accomplir les actes élémentaires du policier. Débutée le 12 octobre 2020 et terminée le 28 janvier 2021, cette formation a été assurée par la synergie d'action des encadreurs et formateurs policiers et militaires. Toute chose qui traduit la volonté des plus hautes autorités de la police d'inculquer à ces futurs policiers l'esprit d'unité et de solidarité entre les forces de sécurité et de défense d'une part, et d'autre part, leur apprendre des notions militaires pour faciliter leur collaboration sur le terrain.

L'occasion était bonne pour le Directeur du Centre d'Instruction de la police, le Commandant Soumaïla GOITA, de rappeler que la formation commune de base est l'introduction du jeune civil dans l'armée. Elle se décline en deux fonctions principales. La première consiste à façonner des jeunes pétris du sens de la maîtrise et de la connaissance de soi, afin qu'ils soient capables en tout lieu et en toute circonstance de défendre le pays, et la deuxième porte sur la formation morale en vue de développer en eux l'esprit de civisme et de loyalisme.

« Notre police vient d'être dotée une fois de plus de personnels efficaces pour faire face aux défis sécuritaires actuels du pays. C'est dans un contexte sécuritaire particulier que ces nouvelles recrues se sont engagées », a indiqué le Commandant Soumaïla GOITA. Il a



rappelé que la formation à débiter avec un effectif de 1755 dont 360 dames. Cet effectif a été réduit à 1736 dont 355 dames suite l'exclusion de dix-neuf (19) élèves policiers.

Selon le Directeur de l'Ecole Nationale de Police, le Contrôleur Général Seydou DIARRA, ces jeunes nationaux qui ont été sélectionnés parmi tant d'autres, vu leur capacité physique, ont bravé toutes les rigueurs pour que ce jour soit, et cela par amour de la patrie, par l'esprit du don de soi, comme pour dire que cette nation, jadis vivier des grands guerriers, peut toujours compter sur ses propres fils. Il a félicité et remercié les encadreurs, policiers et militaires, pour leur professionnalisme et la qualité de la formation. Il a aussi salué le leadership du Commandant GOITA qui a pu manager les hommes pour la réussite de la mission. Il les a invités à continuer dans ce sens pour la formation professionnelle. Pour terminer, le Contrôleur Général Seydou DIARRA a prodigué des conseils aux élèves tout en les invitant au respect strict des mesures barrières contre la Covid-19.

Le Directeur de la Formation, le Contrôleur Général Mamy SYLLA a déclaré que cette formation en Aptitude Policière du contingent spécial 2019-2020 est la preuve originale de la volonté manifeste des plus hautes autorités de notre pays de doter notre police de professionnels suffisants et bien formés pour faire face aux défis sécuritaires actuels. S'adressant aux nouveaux défenseurs de la patrie, le

Contrôleur Général Mamy SYLLA s'est surtout appesanti sur l'application correcte des connaissances acquises au centre : « Sur le terrain, vous aurez à restituer, en situation difficile, les techniques et les tactiques que vous avez acquises lors de cette formation, pour dominer l'adversaire et d'assurer le succès des forces de sécurité ».

Pour ce qui est de la formation professionnelle, il a exhorté les apprenants à se soumettre avec abnégation et courage à l'apprentissage du métier dont la noblesse exige d'eux, force morale, discipline, rigueur et endurance. Pendant 3 mois donc, ces recrues, sans répit, de jour comme de nuit, ont bravé les intempéries dans des environnements particulièrement rudes. Ils ont surmonté les exigences et les contraintes afin de s'accoutumer avec le métier des armes. Ils sont aujourd'hui dotés d'un savoir-faire et d'un savoir être et désormais prêts à franchir les portails des centres d'instruction pour servir avec honneur, dévouement, loyauté, dignité et patriotisme.

La remise de diplôme aux encadreurs et formateurs militaires, la récitation de base de la discipline militaire et le fondement de la discipline policière, le défilé de troupe, les démonstrations en self-défense, GTPI et armes ont été les moments forts de cette cérémonie.

■ Yama DIALLO



Issa Kaou Djim s'affiche publiquement avec la fille de l'imam DICKO : Crime de lèse-majesté ou vengeance ?

Décidément, rien ne va plus entre l'imam Mahmoud Dicko et son gendre et désormais ex coordinateur de la CMAS, Issa Kaou Djim. Ce dernier après avoir été désavoué par la base du mouvement et débarqué de sa tête, n'a trouvé d'autres moyens pour se venger du parrain de la CMAS l'imam Mahmoud Dicko que de s'afficher publiquement avec sa fille dans un élan poético-amoureux. Cet acte à la limite obscène, prouve à suffisance que le torchon brûle entre l'imam Dicko et Issa Kaou Djim.

Quelle sera la réponse du parrain de la CMAS après cette offense à son autorité morale ? Issa Kaou va-t-il être congédié à jamais par l'imam ? Quid de sa fille ?

On savait qu'il n'y avait pas d'enquête de moralité pour choisir les membres du CNT. L'on savait également que la plupart d'entre eux sont des gens choisis sur la base du copinage ou ramassés dans la rue, mais personne ne pouvait imaginer que certains de ses membres allaient être d'une certaine bassesse et indi-

gnité. La vidéo devenue désormais virale sur les réseaux sociaux, dans laquelle Issa Kaou Djim embrasse publiquement la fille adoptive de Dicko qui se trouve être son épouse, est la preuve que le pays est géré par des gens peu crédibles, voire farfelus.

Par cet acte au relent de vengeance vis-à-vis

de l'imam, Issa Kaou Djim semble enclencher une lutte sans merci contre son bienfaiteur Dicko. Pourrait-on affirmer sans risque de se tromper que les jours de Kaou Djim sont comptés au sein du CNT ? A défaut d'être débarqué du parlement de la transition, il risque d'être désavoué par ses collègues et par la junte militaire qui le respectaient par ce qu'il était sous la couverture de Dicko. En tout cas, Kaou Djim s'est lourdement trompé de combat en ouvrant un front contre Dicko et nous sommes convaincus que la réponse de l'imam sera à la hauteur de la forfaiture de Kaou Djim. L'acte obscène et immoral posé par Kaou Djim n'a d'autre interprétation qu'une volonté manifeste de nuire à l'imam. Mme Djim, qui a également prêté le flanc à ce jeu, a elle aussi humilié son père sans le savoir. L'un comme l'autre ont sérieusement écorné l'image du respecté Imam. Il revient désormais à la junte, par l'intermédiaire du Président du CNT, de sévir contre Issa Kaou Djim en le débarquant de l'institution parlementaire ou bien à défaut ne plus permettre à Djim de parler au nom du CNT, encore moins d'aller le représenter dans des foras ou rencontres. Il y va de la crédibilité de l'institution parlementaire.

En définitive, jamais le Mali n'était tombé aussi bas. L'acte que Kaou Djim et d'autres posent en longueur de journée par des gens censés parler au nom du Mali, prouvent à suffisance que le pays de Soundiata, Bambamba, Modibo Keita est tout simplement devenu une République bananière. Que pourrait-on attendre d'un tel régime ?

Youssef Sissoko
Source: Infosept



Séance plénière de l'organe législatif au CICB : Le CNT approuve un accord de financement de 18,1 milliards FCFA dans le domaine de l'énergie



Les membres du Conseil National de Transition (CNT), réunis, samedi 30 janvier, en séance plénière, ont approuvé par 101 voix pour, zéro contre et zéro abstention, le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord de financement entre le Mali et l'Association Internationale de Développement (AID). Ce programme permettra au Mali d'avoir un prêt de 18,1 milliards FCFA, remboursable sur 32 ans, après un délai de grâce de 6 ans. Le projet d'Accord de financement, signé le 22 janvier, entre le Mali et l'AID, puis adopté le 21 janvier, en Conseil des ministres, a été soumis, samedi, à l'approbation des 121 membres du Conseil National de Transition (CNT). Cet organe législatif, après délibération, a donné quibus, avec 101 voix pour, zéro contre, zéro abstention.

Cet Accord, conclu entre le Mali et l'AID, est relatif au Programme de financement de la politique de Développement du commerce régional de l'Énergie en Afrique de l'Ouest-Mali. Son montant s'élève à 18.104.413.200 FCFA, as-

sorti des droits de tirage spéciaux. Il est remboursable sur 32 ans, après un délai de grâce de 6 ans et vise à « renforcer le marché régional de l'électricité au niveau de la CE-DEAO ».

Ce projet permettra au Mali de renforcer son secteur énergétique, faire face à ses engagements nationaux et internationaux, mettre en place des politiques facilitant des échanges transfrontaliers d'électricité à partir du gaz naturel, d'énergie hydraulique et renouvelable à des coûts abordables. Sa signature par le gouvernement et son approbation par le CNT interviennent au moment où les coupures intempestives d'électricité surviennent quotidiennement, consécutives à des « incidents techniques ».

Les délestages dus aux pannes sèches

Le ministre des Mines, de l'Énergie et l'Eau, Lamine Seydou Traoré, qui a défendu le projet

devant les membres du CNT, a dévoilé que 65% des délestages au Mali sont dus aux pannes sèches – problèmes de fournitures de carburant- et les 25% restants sont liés à des pannes sur les postes de transit. Cela, malgré le fait que le Mali détient 104 des 200 mégawatts disponibles à Manantali. « C'est une contrevérité de dire que Manantali seul peut approvisionner le Mali en électricité », a affirmé le ministre, ajoutant que le Mali est disposé à prendre la totalité des mégawatts de ce central hydraulique, qu'il partage avec d'autres Etats.

Une dette de 180 milliards FCFA à payer par l'EDM

Une autre cause des coupures d'électricité concerne, à ses dires, le fait que des tribunes du central de Sélingué sont en panne. Le ministre soutient que 25 milliards FCFA ne suffisent pas pour réhabiliter ces turbines, dont une a été déjà réhabilitée. Il promet néanmoins que les autres le seront très rapidement. « La fin des problèmes de délestages dépendra de notre volonté d'investir », a-t-il déclaré, en révélant que « Énergie du Mali a 180 milliards FCFA de dette d'exploitation, dont 70 milliards et 30 milliards, respectivement pour la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE-Côte d'Ivoire) et Star Oil ».

Ces deux sont, indique-t-il, des partenaires stratégiques, dont le non-paiement des dettes entrainera l'arrêt d'exploitation. C'est-à-dire « si nous ne payons pas ces fournisseurs, notre exploitation s'arrête », a lâché le ministre, qui précise que le recouvrement n'est pas un problème particulier pour EDM-SA mais les fraudes, dont « les auteurs et complices seront recherchés et traduits devant la justice ».

Moussa Sayon CAMARA
Source: l'Indépendant

Forum sur les priorités opérationnelles de la transition au Mali : Le président Abdoullah Coulibaly reçu à Koulouba

La Fondation Forum de Bamako organise, pour les 18 et 19 février 2021, un forum pour aider le gouvernement à dégager des priorités opérationnelles pour la transition. L'idée est partie en novembre dernier à la suite d'une rencontre entre le Premier ministre, Moctar Ouane, et M. Abdoullah Coulibaly, Président de la Fondation Forum de Bamako, au cours de laquelle le chef du gouvernement a exprimé son souhait d'accompagner le prochain Forum de Bamako, et sollicité l'accompagnement de la Fondation et du Groupe VIP Afrique. Un honneur en lequel M. Abdoullah Coulibaly a donné sa caution ! Tout en rassurant la disponibilité du groupe VIP Afrique et de la Fondation Forum de Bamako à accompagner le gouvernement dans sa

noble et exaltante mission, ces entités ont décidé d'apporter leur expertise sur les problématiques qui sont au centre des priorités des ministres, d'où le forum prévu à cet effet les 18 et 19 Février 2021. C'est aussi dans ce cadre que le Président de la transition, Bah N'Daw, a reçu, la semaine dernière, une délégation de VIP Africa et de la Fondation du Forum de Bamako. Les visiteurs du jour étaient venus faire le point des préparatifs dudit forum qui aura pour thème : « Développement durable et capital humain : bilan et priorités opérationnelles pour la transition au Mali ». La délégation était conduite par Abdallah Coulibaly. Un homme qu'on ne présente plus au Mali et en dehors du Mali. En effet, c'est lui qui a créé et qui organise chaque année le

Forum de Bamako. Président fondateur de l'Institut des Hautes Études en Management (IHEM), dans l'esprit d'une formation exigeante et d'une promotion des élites africaines, le Forum, depuis 2008, est ainsi pris en charge par la Fondation Forum de Bamako qu'il préside avec l'ambition de donner une assise stable et dynamique à cette « agora » ou hyde park du Sahel, digne héritier des meilleures pratiques de gouvernance de Kurunkan Funga, le « Davos » de Soundjata KEITA, le Fondateur de l'Empire du Manding.

Manifestation unique en son genre en Afrique, le Forum de Bamako est un espace de réflexion de haut niveau sur l'avenir du continent. En deux décennies, il a réussi à rassembler de nombreuses personnalités et organisations venues de tous les horizons. Initiative africaine originale, le Forum est un colloque annuel et international, hors des cadres conventionnels et institutionnels, conjuguant liberté de parole, convivialité et haut niveau de débats. Il est un espace de réflexion, de partage d'expériences et de points de vue sur les grands sujets de l'heure qui touchent le continent africain. Il s'emploie au fil des années, à travers ses propositions et recommandations, à devenir une source d'inspiration pour les dirigeants africains et d'actions pour les acteurs économiques et politiques du





continent. Axé sur les enjeux du développement de l'Afrique, c'est un lieu et un temps d'échange d'idées et de dialogue où se rencontrent chefs d'entreprises, hommes et femmes politiques, décideurs publics, universitaires, chercheurs, experts, étudiants, représentants de la société civile et des médias, du continent africain et des autres continents. Le Forum a pour ambition de favoriser le métissage de connaissances et le partage des savoirs et des meilleures pratiques dans une approche participative en quête de solutions aux défis démographiques, technologiques, climatiques et à la consolidation de la paix, de la sécurité et développement inclusif et durable en Afrique. Accompagné et soutenu par de nombreux partenaires publics et privés, le Forum de Bamako publie à chacune de ses éditions un mémorandum remis au Président de la République du Mali. Ce document ainsi que les contributions produites dans le cadre de ce Forum sont des outils d'analyse, de réflexion et de propo-

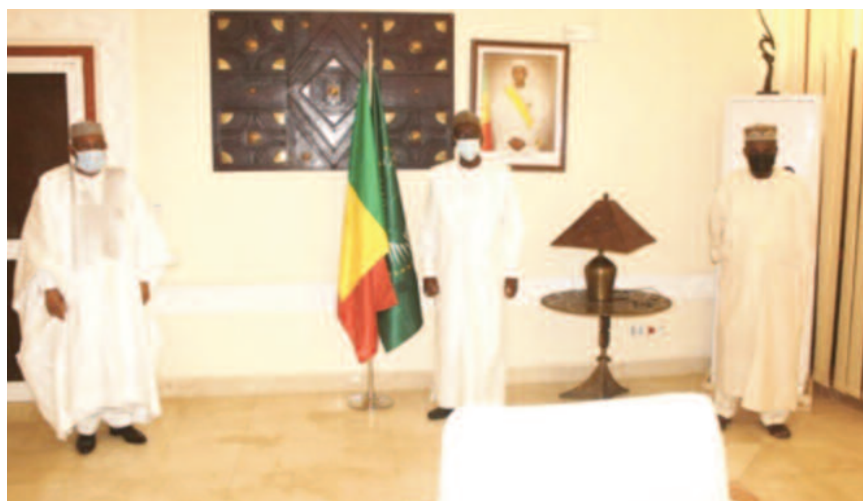
sition, destinés aux décideurs et organisations impliqués dans les questions de développement en Afrique : UEMOA, CEDEAO, G5 Sahel, BAD, et UA ainsi que les sommets Afrique-France, Afrique-Chine, Afrique-Europe, Afrique-Inde, Afrique-Turquie, TICAD, etc... Et de plus en plus, le Forum s'ouvre à d'autres horizons, à l'image de la 19ème édition qui a

vu la participation de deux partenaires majeurs. En effet, le Cercle des Economistes français, reconnu pour son expertise avisée et présidé par Jean-Hervé Lorenzi, a contribué à hisser le niveau des échanges de par sa proximité avec le patronat français. Une aubaine mise à profit pour mener la réflexion dans une dynamique gagnant-gagnant, afin de créer les conditions idoines d'accueil des immigrés en donnant par exemple des perspectives aux populations et en faisant la promotion des investissements.

Le deuxième partenaire majeur de cette édition a concerné le Policy Center for the New South (anciennement OCP Policy Center), un groupe de réflexion marocain basé à Rabat, au Maroc, qui s'efforce de promouvoir le partage des connaissances et de contribuer à enrichir la réflexion sur des questions clés en matière de relations économiques et internationales. Le Policy Center for the New South a donc organisé, en marge de la 19ème édition du Forum, en partenariat avec la Fondation Forum de Bamako, un Side Event sur le thème : « La sécurité alimentaire et la transformation structurelle des économies africaines ».

L'objectif était de mener une réflexion approfondie autour de plusieurs problématiques comme la transformation de l'agriculture africaine en une puissance agricole, la sécurité alimentaire face à l'explosion démographique, la transformation structurelle des pays africains, ou encore le modèle de développement agricole pour les pays africains. Avec la Fondation Forum de Bamako, sous l'égide de Abdallah Coulibaly, c'est l'Afrique qui gagne !

■ **Une synthèse de Moctar Sow**





CMAS : Issa Kaou N'DJIM suspendu de toutes ses fonctions

Toute la semaine dernière, il pavanait comme un paon devant les caméras de télévision, voltigeant d'un studio à l'autre pour dire combien il est un homme d'Etat (il confondait avec homme de l'Etat) mondialement reconnu et en quoi il est le père spirituel et en même temps le géniteur de la Coordination des Mouvements, Associations

et Sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS). Il a essayé de nous faire croire, maladroitement que même l'Imam Dicko n'a joué aucun rôle dans la création de la CMAS et que c'est lui qui lui a vendu l'idée puis offert le bébé sur un plateau d'argent. En clair, le très respecté, le sage et l'éclairé (il revendique aussi la paternité de ces termes sur lesquels

il ne lui manquerait peut-être qu'un brevet) ne serait qu'un vulgaire bénéficiaire de son génie et de ses efforts.

Le tout-puissant Coordinateur général a par la suite dénié le pouvoir aux présidents de commune de l'association le pouvoir de le désavouer car, explique-t-il « LA CMAS C'EST MOI ! ». Sacré Issa Kaou N'DJIM.

Mais voilà que 72 heures après, il est rattrapé par une terrible réalité : le Bureau Exécutif National, qui à ses dire seul peut le contester, a décidé de le suspendre de toutes ses fonctions et de le remplacer.

Lire la Déclaration en Encadré.

■ **Moctar Sow**





Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud DICKO
(C.M.A.S)

COMMUNIQUE N*0002/2021

Le Bureau Exécutif National (BEN) après avoir examiné la situation actuelle de la coordination en particulier et de la CMAS en général, décide que :

1. Le bureau mise en place le lundi 25 janvier 2021, lors d'une réunion extraordinaire présidée par le camarade Secrétaire Politique qui avait mandat du coordinateur pour structurer et remembrer, est et reste le seul Bureau Exécutif National valable de la CMAS.
2. Conformément à l'article 14 du statut de la CMAS, qui stipule que les cas d'indiscipline sont passibles des sanctions pouvant aller d'un rappel verbal à l'ordre jusqu'à l'exclusion définitive.
Ainsi, le bureau exécutif national décide de suspendre Mr Issa Kaou Djim de toutes ses fonctions au sein de la CMAS.
3. Le Bureau Exécutif National, décide que Mr Youssouf Daba DIAWARA (Secrétaire RH/Finances et Matériels) est désigné Coordinateur Général par Intérim de la CMAS et a pour mission de :
 - Finir la structuration de la CMAS ;
 - Et organiser un Congrès extraordinaire.

Ainsi, le Bureau Exécutif National informe l'opinion national et international, que Mr Issa Kaou Djim n'engage plus le bureau (BEN) et ne répond plus au nom de la CMAS.

Fait à Bamako le 30 Janvier, 2021

Bah N'Daw en France : Retour sur un voyage aux contours flous

Le 27 janvier dernier, le président de la Transition malienne a été invité en France par son homologue français pour une visite de travail. Un privilège ? Une reconnaissance internationale ? Ou alors une banalité à classer ?

Une invitation à un séjour en France pour un chef d'État de chez nous n'est jamais anodin pour les princes qui nous gouvernent. C'est pour eux une ligne qui compte énormément dans leur CV. Le doyen des colonels au pouvoir au Mali a donc formellement reçu une invitation officielle pour une visite de travail en France axée sur les enjeux sécuritaires au Sahel'.

Avec le président Emmanuel Macron, ils vont examiner la coopération franco-malienne et évoqué le prochain Sommet du G5 Sahel, programmé pour le 15 de ce mois de février 2021 au Tchad. Mettre ces deux thèmes mis ensemble est loin d'être fortuit.

C'est pour la toute première fois depuis son investiture en septembre dernier que le chef de la transition malienne, issue du coup d'État militaire du mois d'août dernier contre IBK, reçoive un carton l'invitant à rendre visite au pays de l'ex colonisateur, la France pour ne pas la nommer. Mais les présidents de la Mauritanie (Ould el GHASOINI), du Niger (Mahama-

dou ISSOUFI) et du Tchad (Idriss Deby Itno) avaient reçu la même invitation avant lui. Il est attendu que le chef de l'État burkinabé passera par le même couloir pour les mêmes objectifs visés par le patron élyséen. Donc, il n'y a pas de quoi monter sur ses grands chevaux pour crier à la distinction parmi les paires.

Coopération, enjeux sécuritaires et un sommet en vue

Une fois au pays de Molière, c'est à l'entrée du palais Élyséen que le colonel à la retraite Bah N'DAW, à l'instar des autres chefs d'État du sud, a été reçu, ce mardi 27, par son hôte Emmanuel MACRON qui se tenait debout pour l'accueillir. Là aussi, tout privilège particulier est à écarter : c'est le même traitement pour nos chefs d'État. Si le patron avait été reçu à la descente d'avion par MACRON, comme c'est le cas pour lui chez nous, on aurait pu alors sortir tam-tams et balafons pour crier à l'ex-

trême onction parmi les autres.

Bah N'DAW a eu droit à l'invitation à un déjeuner à l'Élysée le mercredi 27 avec Emmanuel MACRON flanqué de deux ministres de souveraineté. Il s'agit de celui de la Défense, Florence PARLY, et de celui en charge des Affaires étrangères, Jean Yves le DRIAN. Un rituel commun réservé à tous les hôtes de son genre en pareille visite.

Du reste, la présence de ces deux ministres est quelque peu significative par rapport à la réception à ce déjeuner de travail- engagement militaire et diplomatie. En effet, elle donne quelques éclairages sur les enjeux de la présence de Bah N'DAW sur les lieux. Ceux de l'emmener sur un certain terrain (la coopération) et lui tordre la main, sans la tordre, pour obtenir certains gages- acceptation de l'engagement des armées françaises au Mali et au 'Sahel'. Coopération égale don. C'est donc le fameux conditionnement de François MITTERRAND. L'erreur des français à cet égard est de considérer l'attitude de nos chefs (qui ne peuvent rien refuser) et négliger celle des peuples.

L'année dernière, c'est à Londres que le chef d'État français avait lancé un ultimatum aux chefs d'État de notre zone, qu'on appelle Sahel désormais, de se tenir droit sur le cheval par rapport à l'intervention française chez nous. « Oui ou non, vous voulez notre intervention ? Je veux une réponse claire et nette », telle était la question posée à nos présidents.

Il semblerait que ces rencontres avec nos chefs d'Etat ont pour objet de clarifier les po-





sitions avant l'ouverture du sommet du Tchad. Mais, nos amis français, ceux au sommet de la décision au niveau exécutif, nous ont habitué à avoir plusieurs tours dans leurs valises à double fond. Un objectif est déclaré haut et fort pour mieux viser et atteindre un autre non explicité. C'est donc du wait and see qui doit prévaloir.

Coopération et admission des armées étrangères : une liaison dangereuse

En effet, lier, comme déjà évoqué plus haut,

les enjeux sécuritaires au 'Sahel' avec l'examen de la coopération entre les deux pays doit faire un peu tiquer. La main qui donne étant toujours au-dessus de celle qui reçoit, c'est donc un chantage qui ne dit pas son nom. Il est à noter que Bah N'DAW a eu la main un peu forcée avant d'être admis en France. En effet depuis le coup militaire contre le régime vomi de IBK, la CDEAO, la voix de son maître, n'a cessé de demander aux putschistes de dissoudre le CNSP (Comité national pour le salut du peuple). Cet organe qu'ils avaient créé dès les lendemains de la chute de IBK avec, semble-t-il, l'intention de garder pour eux le pouvoir. Comme Gen. Moussa TRAORÉ et autres

ont fait avant eux. La junte avait toujours renâclé à dissoudre leur cheval de trois.

Mais, risquer de voir la route de Paris fermée à leur doyen et leur mise à l'écart par la France était un pari très risqué. C'est donc toujours en renâclant et à contre cœur que le CNSP a été dissous avant le départ de Bah N'DAW en France. En effet, c'est le 12 janvier que l'annonce d'une telle dissolution a été rendue publique. Mais, le décret de la dissolution n'a été signé que le 18. Juste avant le voyage donc. Et il n'est pas réduit publique.

On se demande s'il n'y a pas eu un jeu de l'ombre pour forcer la main à la junte (Bah N'DAW étant un figurant). S'il n'y pas eu des manèges au sous-sol pour faire comprendre à la junte que le billet pour la France passait par là. Que la CEDEAO était le petit balafon et un écho. Car, cette structure sous régionale parle de la voix de la communauté internationale.

Cette visite est ainsi donc à inscrire dans un flou particulier. On peu dire que Bah N'DAW est le seul chef d'Etat non élu au 'Sahel'. Certains sont venus certes au pouvoir par putsch. Mais ils ont su depuis redorer leur blason. Nos putschistes au Mali, voudraient ils suivre leurs pas ? Ce sera difficile avec la communauté dite internationale. Les choses ont changé.

■ Une synthèse de Moctar Sow



Culture : Le FESPACO reporté sine die pour raison de COVID-19

Initialement prévu pour fin février, le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), principal rendez-vous du cinéma africain, est reporté sine die en raison d'une hausse des cas de coronavirus.

Initialement prévu pour fin février, le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), principal rendez-vous du cinéma africain, est reporté sine die en raison d'une hausse des cas de coronavirus.

L'annonce a été officialisée ce vendredi 29 janvier, selon le site français le point qui rapporte

l'information. Le conseil des ministres burkinabè a « adopté la décision de reporter la tenue du Fespaco à une date ultérieure », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ouseni Tamboura, lors d'un point de presse dans la capitale.

Ce report est annoncé deux jours après celui du Festival de Cannes, plus important festival

de cinéma au monde, qui se tient traditionnellement en mai mais reporté au mois de juillet.

Normalement, l'édition 2021 du Fespaco devait se tenir du 27 février au 6 mars. Les passionnés du 7ème art africain devront attendre une baisse de tendance de cas de Covid-19. Car tout comme le reste de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso connaît une deuxième vague plus importante que la première.

Depuis 1969, le Fespaco se tient tous les deux ans à Ouagadougou. Il s'agit d'un rendez-vous cinématographique hors norme qui représente la fierté de tout un pays. En temps normal, il prévoit 450 projections et réunit 5 000 professionnels du cinéma et des médias, ainsi que 100 000 spectateurs.

T.CAMARA
Source: L'Essor



« Gouverner autrement » en Guinée : Cette volonté d'Alpha Condé diversement appréciée par les internautes



Au lendemain de sa reconduction à la magistrature suprême du pays, le président de la République a promis de « gouverner autrement ». Un concept qui prête assez à confusion dans la tête du Guinéen ordinaire. Et Alpha Condé en est lui-même conscient. Puisque dans une adresse à la nation faite ce samedi 30 janvier 2021, il s'est prêté à un exercice à l'effet d'expliquer aux Guinéens, « les choix d'aujourd'hui et les décisions à venir ».

Pour le chef de l'exécutif guinéen, gouverner en démocratie et à notre époque de toutes les exigences, c'est de consulter avant de décider et d'expliquer ce qu'on décide pour l'adhésion de chacun et de tous.

« Gouvernement autrement » qui est un engagement de campagne et une option politique ferme et irréversible de ma part, mérite d'être expliqué pour qu'ensemble nous soyons capa-

bles de relever ce défi ambitieux. (...). Certes, ce sont des hommes et des femmes sélectionnés sur la base de leurs compétences et de leur intégrité, mais, c'est surtout une méthode, une vision, des objectifs clairs et précis, un système d'évaluation-sanction, bref, c'est une autre façon de voir, de concevoir, de faire et de se comporter dans la société, l'Etat, l'administration publique », a-t-il tenté d'expliquer.

Sauf que des appréhensions divergent autour de ce slogan et surtout autour de la communication du président Alpha Condé. En réaction à une publication faite sur la page Facebook de Guineenews© à l'effet de recueillir les perceptions des uns et des autres sur ce sujet, Sékou Keita écrit : « Au crépuscule de sa vie, il préfère faire sombrer la Guinée dans la misère tout au long de son pouvoir en tenant uniquement des promesses fallacieuses ».

Pour sa part, **Thierno Sadou Doukouré** réa-

lise que « gouverner autrement » est un slogan politique. De l'avis de cet internaute, la proportionnalité entre actes et paroles ne s'interprète pas, mais se lit sur le terrain. Citant Alpha Condé qui a déclaré « prendre la Guinée là où Sékou Touré l'avait laissée », il mentionne que cette volonté se lit aujourd'hui sur le terrain, notamment à travers des complots, la fermeture des frontières, l'arrestation arbitraire, la réouverture du camp Boiro/Soronkonii, la menace des pays voisins et l'oppression des opérateurs économiques, entre autres.

« Gouverner autrement », un pouvoir acquis par un coup d'État civil, par des ruses jusqu'à la falsification de la Constitution, l'accumulation des parjures, (...), tout ceci, après dix ans d'exercice, pour conserver ce bien mal acquis (pouvoir). Gouverner autrement, c'est récompenser l'équipe du coup d'État civil et confirmer la prise en otage du pays », note M. Doukouré.

Bamss Diané se dit un peu dubitatif par rapport au slogan prononcé par le président Alpha Condé. « Car, il a reconduit les mêmes auteurs de son échec des deux précédents mandats », argumente cet internaute.

De son côté, **Ablaye Ba** tente prétendument de faire comprendre au chef de l'Etat que nous ne sommes plus dans les années 80. « Tout les Guinéens sont éveillés, et conscients de la richesse de notre pays, de la capacité de notre pays à nous donner un niveau de vie supérieur dans la sous-région ouest africaine. Il 5Alpha Condé, ndlr) pense qu'il peut nous bernier tout le temps ; il se trompe lourdement avec son clan mafieux. Toute chose a un début et une fin », enseigne-t-il.

Dans son adresse à la nation, Alpha Condé a occulté des questions qui sont pourtant essentielles. C'est du moins, l'avis de **Samuel Kourouma** qui révèle que le président de la République a les questions liées notamment à la démocratie et à l'Etat de droit. Pour cet internaute, il n'a pas non plus parlé des morts, des blessés et des détenus politiques. « Bref c'est une communication de façade », juge M. Kourouma.

Dithyrambique, **Deen Koolo Barry**, pour introduire son post, s'inspire d'Albert Einstein qui dit « la folie, c'est de toujours utiliser les mêmes méthodes et s'attendre à un résultat différent ». Et à notre kōrō national d'ajouter : « en Guinée, plus le mensonge est gros, plus les gens y croient ». Voilà le tréfonds de la si-

gnification de son goût-berner autrement. C'est de la poudre aux yeux et dans les narines », écrit-il.

En dépit du temps mis par Alpha Condé pour expliquer son nouveau concept, **Cécé Justin Camara** ne semble rien y comprendre. « Qu'est-ce que le président veut appeler gouverner autrement? », s'interroge-t-il d'emblée. Pour lui, « gouverner autrement, après avoir gâché l'espoir de toute une nation en modifiant la Constitution juste pour se maintenir au pouvoir, (alors qu') il était la personne la mieux placée pour mettre ce pays sur le chemin de l'alternance vu son âge avancé, sa carrière politique et surtout le fait qu'il ait passé plus de la moitié de sa vie dans un pays où la démocratie est consommée comme une cacahouète».

« Gouverner autrement, c'est reconduire les mêmes hommes qui ont fait 10 ans aux affaires sans résultats probants, sous prétexte qu'ils ont mouillé le maillot et à cause de ça, ces hommes auront en tête de remplir leurs poches au lieu de servir le pays, parce qu'ils sont nommés à leurs postes non pas par leurs compétences, mais parce qu'ils ont choisi de tuer la démocratie que les guinéens ont cherchée avec beaucoup de sacrifices. Pour moi, gouverner autrement veut dire berner autrement son peuple qui est totalement désespéré par le comportement de certaines de ses élites », note Cécé Justin Camara.

La neutralité. Voilà l'attitude que tente bien de prendre **Maomy Curtis** dans cette situation. « Sans avoir de parti pris, je pense qu'il suffit d'un peu moins de crédulité, de plus de jugeote pour se dire que ce discours du président n'est encore une fois que des mots disséminés dans le vent. Car, on ne peut en aucun cas sortir d'une élection telle que celle qu'on a connue et qui a autant fragilisé l'unité nationale, et se contenter de reconduire les mêmes lascars qui nous ont portés là, puis venir enquiquiner le monde avec un discours vide de sens sur la réconciliation et le développement. Comme le disait Einstein, « la définition de la folie, c'est refaire la même erreur dans l'espoir d'avoir un résultat différent » », conclut M. Curtis.

Dezmo Fernand déclare, pour sa part, avoir suivi avec intérêt le discours du président de la République. A son avis, dit-il, ces dires ne reflètent même pas de la composition du gouvernement. « S'il disait vrai, cette dame Djenab

Dramé ne serait pas reconduite après tout ce scandale de détournement avéré », dresse Fernad en guise de perceptions.

Quant à **Moustapha Badiar Diawara**, il se pose la question de savoir si le président est "entièrement" indépendant dans ses discours. Pour lui, le moment où il devrait expliquer ce concept au peuple de Guinée est déjà passé. « Actuellement, personne n'est convaincu et personne ne croit à ce que dit le président. Maintenant, chacun traduit le slogan "gouverner autrement" de sa manière et dans le sens qui lui convient. En conclusion, c'est le médecin après la mort », révèle-t-il.

Mohamed Hana Keita se déclare vraiment engagé – comme tout autre guinéen soucieux pour le progrès de son pays – à accompagner de sa manière l'État pour le bonheur de tous les fils et filles du pays. « Mais les promesses restent les promesses. Je veux bien donc être agréablement surpris de voir ces mêmes personnes qui ont gouverné d'une manière que nous n'avons pas appréciée, gouverner autre-

ment... ».

Laye Traoré indique qu'il ne sera convaincu de ce slogan que lorsqu'il y aura au moins un léger changement au niveau de la conduite (de la chose publique, surtout) avec les mêmes personnes. « On dirait que le pays ne regorge pas d'élites juvéniles capables de booster et changer la donne. Il a formé une équipe en laquelle le peuple n'a plus confiance. Pendant 10 ans, ils ont montré leurs limites. Pourtant le slogan était en faveur de la jeunesse et des femmes. Mais il n'a reconduit que les tueurs d'espoir », se désole M. Traoré.

Il convient toutefois de rappeler que de l'avis de maints analystes, le slogan « gouverner autrement » tonne un aveu d'échec pour le régime d'Alpha Condé durant les dix premières années. « Conscients donc de cet état de fait, il veut inverser la tendance en promettant de gouverner autrement. Mais avec quels collaborateurs ? », s'interroge-t-on.

Source : GuinéeNews

Birmanie : L'armée prend le pouvoir, Aung San Suu Kyi arrêtée

Le porte-parole du parti au pouvoir en Birmanie a affirmé lundi que la dirigeante Aung San Suu Kyi avait été arrêtée et a accusé l'armée d'organiser un "coup d'État". Un peu plus tard, l'armée a déclaré l'état d'urgence pour un an et transféré le pouvoir à son commandant en chef, le général Min Aung Hlaing. La communauté internationale a vivement condamné ces agissements.

La dirigeante birmane Aung San Suu Kyi et plusieurs hauts représentants de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) ont été arrêtés lors d'une opération menée à l'aube, a déclaré lundi 1er février le porte-parole du parti au pouvoir.

Le porte-parole de la NLD a déclaré qu'Aung San Suu Kyi, le président de la NLD et d'autres cadres du parti avaient été "pris" aux premières heures de la journée. "Nous avons entendu dire qu'elle est détenue à Naypyidaw [la capitale du pays, NDLR], nous supposons que l'armée est en train d'organiser un coup d'État", a indiqué Myo Nyunt.

En Birmanie, l'armée "accuse le parti d'Aung San Suu Kyi de fraudes électorales massives"

Le coup d'État s'est fait sans effusion de sang, l'armée se contentant de bloquer les routes autour de la capitale avec des soldats en armes et des véhicules blindés, tandis que des hélicoptères la survolaient.

"Les agissements de l'armée remettent le pays sous dictature"



L'armée birmane a promis lundi de nouvelles élections une fois que l'état d'urgence d'un an proclamé à la suite de son coup d'État serait écoulé. "Nous mettrons en place une véritable démocratie multipartite", ont déclaré les militaires dans un communiqué publié sur leur page Facebook, ajoutant que le pouvoir sera transféré après "la tenue d'élections générales libres et équitables".

La NLD a ajouté qu'Aung San Suu Kyi appelait la population à ne pas accepter le putsch mené par l'armée birmane et à manifester.

"Les agissements de l'armée (...) remettent le pays sous dictature", a dit la NLD dans un communiqué signé du nom d'Aung San Suu Kyi. "J'exhorte la population à ne pas accepter cela, à réagir et à manifester de tout cœur contre le putsch mené par l'armée".

Un peu plus tard, dans un discours diffusé sur sa chaîne de télévision, l'armée birmane a annoncé qu'elle décrétait l'état d'urgence pour un an dans le pays et qu'elle transférait le pouvoir à son commandant en chef, le général Min Aung Hlaing. Elle a indiqué que les arrestations des hauts dirigeants s'étaient déroulées en réponse à ce qu'elle dénonce comme une fraude lors des élections législatives de novembre 2020, remportées massivement par la LND.

Tension à Rangoun

À Rangoun, l'armée s'est notamment emparée lundi matin de l'hôtel de ville. Cinq camions militaires étaient déployés dans l'enceinte de la mairie et des soldats refoulaient les personnes à l'entrée, selon un journaliste de l'AFP.

Les militaires ont également fermé l'accès à l'aéroport international. Plusieurs camions ont traversé à grande vitesse les rues, des partisans de l'armée agitant à leur bord des drapeaux et chantant des hymnes nationalistes, selon des journalistes de l'AFP.

Les télécommunications, portables et Internet, restaient perturbées et les banques du pays ont été fermées jusqu'à nouvel ordre.

Selon un ressortissant français installé à Rangoon depuis plusieurs années et joint par France 24, les prochaines heures s'annoncent tendues dans le centre de la ville où les partisans de Aung Saan Suu Kyi et de la LND ont prévu de manifester leur colère.

Le coup d'État de l'armée en Birmanie "est une fausse surprise", selon Cyril Payen

Ces événements surviennent après plusieurs jours de tensions croissantes entre le gouvernement civil et l'armée qui ont laissé craindre un coup d'État.

Ces arrestations interviennent alors que le Parlement issu des dernières législatives devait entamer sa première session dans quelques heures. Sous prétexte de la pandémie de coronavirus, les élections "n'ont pas été libres, ni justes", avait assuré la semaine dernière lors d'une conférence de presse le porte-parole de l'armée, le major général Zaw Min Tun.

Les craintes avaient encore grandi quand le chef de l'armée, le général Min Aung Hlaing – sans doute l'homme le plus puissant de Birmanie – avait déclaré que la Constitution pou-

vait être "révoquée" dans certaines circonstances. Les militaires affirment avoir recensé des millions de cas de fraude, dont des milliers d'électeurs centenaires ou mineurs.

Min Aung Hlaing concentre désormais les pouvoirs "législatif, administratif et judiciaire" et un autre général, Myint Swe, a été désigné président par intérim, un poste largement honorifique.

Un "régime hybride" qui s'effondre

Plus d'une dizaine d'ambassades, dont celle des États-Unis et la délégation de l'Union Européenne, avaient exhorté vendredi la Birmanie à "adhérer aux normes démocratiques", rejoignant l'ONU dans un chœur d'inquiétudes internationales sur un possible coup d'État.

La Birmanie est sortie il y a tout juste dix ans d'un régime militaire au pouvoir pendant presque un demi-siècle. Les deux derniers coups d'État depuis l'indépendance du pays en 1948 remontent à 1962 et 1988.

Le parti d'Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, très critiquée à l'international pour sa gestion de la crise des musulmans rohingyas, mais toujours adulée par une majorité de la population, a remporté une victoire écrasante en novembre.

Il s'agissait du deuxième scrutin général depuis 2011, année de la dissolution de la junte qui a régné pendant un demi-siècle sur le pays. L'armée conservait toutefois un pouvoir très important, ayant la main sur trois ministères clés (l'Intérieur, la Défense et les Frontières).

"La relation entre le gouvernement et les militaires était compliquée", souligne Hervé Lemahieu, spécialiste auprès de l'institut Lowy en Australie. "Ce régime hybride, pas tout à fait autocratique ni tout à fait démocratique, s'est effondré sous le poids de ses propres contradictions."

Longtemps exilée en Inde et en Grande-Bretagne, Aung San Suu Kyi est rentrée en Birmanie en 1988, devenant la figure de l'opposition face à la dictature militaire. Elle a passé 15 ans en résidence surveillée avant d'être libérée par l'armée en 2010.

Source : France24 Avec Reuters et AFP

CHAN 2020 : Le Mali sort le Congo-Brazzaville aux tirs au but et retrouve les demies



A l'issue d'un quart de finale fermé au stade Ahmadou-Ahidjo de Yaoundé, le Mali est venu à bout des Diables rouges du Congo, samedi 30 janvier. Pour la deuxième fois de son histoire, le Mali jouera les demi-finales du CHAN. Ce sera face au vainqueur de Guinée-Rwanda.

Avec trois buts inscrits par le Mali au premier tour et seulement deux côté Congo-Brazzaville, le premier quart de finale de CHAN 2020 ne promettait pas d'être particulièrement spectaculaire dans le secteur offensif. Et en effet, les spectateurs n'ont pas eu droit à une avalanche de buts à Yaoundé. Le score est resté nul et vierge du coup d'envoi à la fin de la prolongation.

AUCUNE DÉFENSE N'A CRAQUÉ

Davantage habitué aux joutes à élimination directe du CHAN que leurs adversaires, les Maliens ont montré de bonnes intentions dans

leurs offensives, sans pour autant parvenir à mettre une pression constante sur la cage congolaise. Le principal danger est venu d'Issaka Samaké, virevoltant sur le côté droit et dangereux dans ses centres et coups de pied arrêtés. Mais aucun coéquipier n'a réussi à convertir ses offrandes, et Pavelh Ndzila, le portier congolais, a été brillant sur chaque tentative.

Globalement dominateurs sur le terrain (56% de possession) et plus entreprenants en attaque, les joueurs coachés par Nouhoum Diané n'ont pas réussi à trouver l'ouverture au sein d'une défense congolaise appliquée. Et le chronomètre défilant, la décision aux tirs au but est apparue évidente.

PRINCE MOUANDZA MAPATA, HÉROS MALHEUREUX

L'exercice des tirs au but est toujours cruel pour une équipe, parfois pour un joueur. Ce sa-

medi, les nuages sont bien sombres au-dessus des têtes congolaises. Et c'est à Prince Mouandza Mapata que revient le titre bien peu envié de héros malheureux. Le 21 janvier, le défenseur latéral droit guidait son équipe en marquant le but du 1-1 face au Niger. Contre le Mali, il a précipité son élimination.

Tout premier tireur, Prince Mouandza Mapata s'est présenté face au gardien et capitaine malien, Djigui Diarra, et a trop croisé son tir. Le ballon est passé à côté du poteau. Et aucun autre tireur n'a échoué après. Le Congo-Brazzaville s'arrête donc en quarts de finale, comme en 2018. Pour le Mali, candidat déclaré au titre, c'est un retour gagnant. Sortis au premier tour du CHAN en 2011, quart de finaliste en 2014 et finaliste en 2016, les Aigles retrouvent le dernier carré. Le 3 février, ils affronteront le vainqueur du quart de finale entre la Guinée et le Rwanda.

Source : RFI



Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP